



MOTION du 19 mars 2014 (extraits)

La Commission Exécutive du SNICA-FO, statutairement réunie à Blois, du 17 au 21 mars 2014, réaffirme solennellement son attachement au statut général de la Fonction Publique, aux statuts particuliers de corps et à l'ensemble des missions des IPCSR et DPCSR.

Viscéralement attachée aux valeurs républicaines incarnées par le service public, la Commission Exécutive réaffirme qu'elle luttera contre toute tentative de suppression de missions ou de privatisation des examens du permis de conduire.

Pour le SNICA-FO, seul un examen public du permis de conduire effectué par des fonctionnaires d'Etat est le garant de la neutralité et de l'indépendance nécessaires, eut égard aux enjeux liés à la jeunesse, à l'emploi et à la sécurité routière.



14 octobre 2014 : Motion du Conseil National (extraits)

Le Conseil National de l'UNSA-SANEER réuni à Pommeuse, conformément à nos statuts, du 07 au 09 octobre 2014, réaffirme son attachement indéfectible au statut général de la Fonction Publique, aux statuts particuliers des corps des IPCSR et DPCSR ainsi qu'au service public des examens du permis de conduire.

Attaché et respectueux des valeurs du service public de la République, le Conseil National réaffirme qu'il luttera contre toutes velléités d'abandon de mission ou tentatives de privatisation des examens du permis de conduire qu'elles viennent des politiques, de l'administration, du patronat des EECA ou d'un syndicat pourtant censé défendre notre profession.

Pour l'UNSA-SANEER, seul un examen public du permis de conduire effectué par des fonctionnaires d'État est le garant de la neutralité et de l'indépendance nécessaires, face aux enjeux liés à la jeunesse, à l'emploi et à la sécurité routière et permet l'égalité de traitement des usagers sur l'ensemble du territoire national.

A ce titre, elle revendique avec force le recrutement d'IPCSR et de DPSCR en nombre suffisant pour que l'ensemble de leurs missions soit effectué avec toute l'efficacité nécessaire et sans avoir recours à des examens supplémentaires ni à des IPCSR et DPSCR retraités.

Ce recrutement doit notamment aboutir au respect du temps de travail quotidien des IPCSR et des DPSCR. Il doit en outre permettre le contrôle des EECA afin que soient éradiquées les dérives actuellement constatées. La Commission Exécutive dénonce d'ailleurs la vente, par certains EECA, d'attestations de complaisance (AM, B96 etc.).

Le SNICA-FO réaffirme que la recentralisation du service des examens du permis de conduire est une condition *sine qua non* de l'efficience et de l'égalité de traitement légitimement attendues par les agents et les citoyens.

Par ailleurs, la Commission Exécutive revendique que l'ensemble de la filière IPCSR et DPSCR soit repensé. A ce titre, elle demande l'ouverture d'une réflexion menée dans le cadre de réunions avec l'Administration afin que la grille indiciaire des DPSCR (et DPPCSR) soit alignée sur celle des attachés (et attachés principaux). Ces réunions devront, en outre, tenir compte de l'évolution du diplôme d'enseignant de la conduite pour envisager une revalorisation statutaire cohérente et proportionnée des corps des IPCSR et DPSCR.

Adoptée à l'unanimité le 19 mars 2014

*A l'inverse, le Conseil National de l'UNSA-SANEER revendique avec force le recrutement d'IPCSR et de DPSCR en nombre suffisant pour que le service public des examens du permis de conduire soit efficient et permette de rendre aux usagers le service attendu tout en permettant le nécessaire contrôle des EECA et de la qualité de l'enseignement dispensé en leur sein.*

*Pour ce faire, le Conseil National revendique l'élaboration d'un véritable déroulement de carrière au bénéfice des IPCSR et DPSCR. Il est indispensable d'ouvrir le dossier de la formation continue et d'inscrire la qualification professionnelle aux examens du groupe lourd ainsi que les futures missions de contrôle dans le cursus de carrière et permettre au fur et à mesure de son avancée, aux IPCSR et DPSCR de progresser dans leur métier, de diversifier leurs missions et leur niveau de responsabilité.*

Motion votée à l'unanimité    Pommeuse, le 9 octobre 2014